

**Les préjugés font partie du discours qui accompagne les systèmes de domination à l'œuvre dans nos sociétés. C'est clairement l'avis d'Hafida Bachir, Présidente de Vie Féminine. Le mouvement féministe a analysé et conteste les mécanismes en action. Patriarcat, capitalisme, racisme : autant de dominations qui diffusent et s'alimentent de préjugés et stéréotypes et in fine organisent la discrimination.**



© Equipes Populaires

# Les schémas de pensée impactent les politiques publiques !

■ **Femmes et préjugés. C'est presque synonyme... Pouvez-vous nous emmener dans un petit tour des préjugés dont les femmes sont l'objet... ?**

□ Il y a toute une série de pratiques, de comportements et de politiques publiques, qui perpétuent les préjugés à l'égard des femmes. A Vie Féminine, on a mené en 2005-2006 une campagne « Sexisme : stop aux préjugés ! ». Notre objectif c'était de les dénoncer mais surtout de contester leur banalisation. On a analysé différents domaines : les milieux professionnels, syndical, politique, familial, scolaire... Et on a essayé de voir comment cela se joue. Avec chaque fois l'objectif d'imaginer comment sortir de la banalisation et comment s'attaquer à ces attitudes, souvent fort diluées mais bien réelles.

■ **Quelles attitudes ?**

□ Par exemple, dans la manière dont on éduque ses enfants. La socialisation fait qu'on va éduquer de manière différente les filles et les garçons. Dans le milieu professionnel, au-delà des inégalités salariales, on constate des attitudes, souvent peu réfléchies, ou des jugements qui sont portés sur les femmes. Ça a des conséquences sur les rôles qu'on leur confie, sur le regard qui est posé sur elles. Le fait qu'on va les juger en fonction de leur vie privée par exemple, ou en fonction d'une maternité ou non, etc. Des choses qui ne sont pas nécessairement perçues a priori comme du sexisme mais qui y contribuent. Notre campagne était une manière de déconstruire, de mettre des mots pour pouvoir réagir individuellement et collectivement. ➤

➤ ■ **Cela veut dire qu'on fait de la possibilité d'une maternité, un préjugé qui a des répercussions sur la vie professionnelle des femmes ?**

□ Oui clairement, et cela peut même arriver très tôt. Au moment où on va l'engager déjà. Aujourd'hui, on ne va plus oser poser explicitement la question « *comptez-vous avoir des enfants ou pas ?* », mais on va essayer par différentes manières d'en savoir plus... Et quand la maternité est là, cela pose problème. La campagne sur le sexisme nous a permis d'entendre des femmes qui ont été licenciées suite à leur maternité. Elle a aussi permis, pour les femmes concernées, de réaliser qu'elles avaient vécu des choses qui n'étaient pas normales. C'est important parce que fréquemment, les femmes elles-mêmes banalisent ces situations et ces préjugés sexistes. Il faut dire que la socialisation, depuis l'enfance, apprend aux femmes que la maternité va faire partie de leur identité. Et en intégrant cela, on intègre aussi des discriminations. Elles vont intégrer qu'il est normal de devoir réduire son temps de travail, normal que ce soient les femmes qui s'occupent un peu plus du bébé parce que ce sont elles qui ont mis l'enfant au monde... Toute cette dynamique va légitimer la complémentarité des sexes, qui est aussi une forme de préjugés... Car derrière l'idée de complémentarité se cache la justification d'inégalités... Ce discours est encore très courant : on est complémentaires, on est différents et c'est finalement normal... Eh bien non ! Ce discours sur la complémentarité ou sur la différence ne doit pas nous faire accepter des inégalités, et encore moins des discriminations !

■ **Quelles discriminations ?**

□ Le discours qui fait dire aux femmes « *quand je suis mère, je me retire du marché de l'emploi, ou je réduis mon temps de travail, je m'occupe de mes enfants, etc.* », fait en sorte que cela appauvrit les femmes. En bout de course, quand on retrace leur parcours professionnel, la précarité est au rendez-vous. Souvent cette précarité est déjà présente au cœur de leur vie profes-

sionnelle, même si elle est parfois invisible soit parce qu'on est dans un couple où il y a un autre revenu, soit parce que d'autres éléments font qu'on ne va pas la voir. Mais s'il y a divorce ou un autre accroc de vie, la précarité va se transformer en pauvreté. Et de toute manière, en bout de course, on voit bien ce que cela donne en termes de pension... C'est ce qui nous fait dire que la manière dont on est socialisé impacte y compris des orientations professionnelles et des orientations politiques. Ce n'est pas anodin.

■ **On intègre donc les préjugés à un point tel, qu'on en vient à les reproduire... ?**

□ Oui, et fort heureusement, il y a l'éducation permanente pour pouvoir déconstruire ça ! Mais attention, la responsabilité n'est pas à renvoyer aux femmes, loin de là ! C'est compréhensible qu'elles agissent comme cela, puisque le discours dominant est celui-là. La société continue à profiter de l'apport des femmes : elles pallient au manque de places d'accueil de la petite enfance, elles pallient à la prise en charge des personnes dépendantes, etc. Ça ne va pas de soi de déconstruire ces discours avec les femmes parce que partout on continue à le diffuser. Les médias, par exemple, continuent à véhiculer une image stéréotypée. Dans les politiques publiques d'austérité, ce n'est pas pour rien que les femmes

soient plus impactées : c'est parce qu'il y a ce schéma-là ! « *Le salaire des femmes est un salaire d'appoint* », ou « *ça leur fera quand même du bien de rester à la maison pour s'occuper des enfants* ». Ce schéma est omniprésent et est véhiculé par des politiques publiques.

■ **On dit souvent que les préjugés permettent d'asseoir certaines politiques. On le constate en matière de chômage par exemple. Sur quelles législations avez-vous l'impression que ces logiques sont à l'œuvre en matière d'enjeux féminins ?**

□ Sur les politiques socio-économiques dans leur ensemble ! Pas seulement les politiques d'emploi



© Equipes Populaires



mais aussi celles qui gravitent autour : la sécurité sociale, la prise en charge des soins aux autres, les places d'accueil, tout ce qui permet aux femmes d'avoir une autonomie économique. Tous ces domaines sont imprégnés de manière flagrante par le sexisme ambiant. C'est le cas des politiques de temps partiel menées depuis 30 ans : on fait d'abord miroiter aux femmes que leurs droits vont être préservés. On les cantonne dans du temps partiel en leur garantissant un complément chômage. Puis on détricote : on le conditionne ou l'enlève...

Les politiques socio-économiques sont en permanence traversées par des mesures qui sont sexistes. Soit de la discrimination directe, soit indirecte. Les femmes deviennent une variable d'ajustement ou même de négociation. La création du statut de cohabitant dans les années 80 a clairement compensé le maintien du droit au chômage à durée indéterminée. Et qui négocie autour de la table ? Ce sont des mecs... Avec un schéma de pensée qui privilégie les travailleurs sur les travailleuses. On va, au cours de l'histoire, sacrifier les femmes. A l'époque, 80% des personnes concernées étaient des femmes. Aujourd'hui il y en a un peu moins. Ça inquiète donc un peu plus le monde politique...

Aujourd'hui, la discussion sur la table au comité de gestion de l'ONEm porte sur ce complément chômage : l'Allocation de Garantie de Revenus. Le gouvernement veut la raboter de moitié. Pourquoi est-ce cette mesure-là qui arrive ? Pas besoin de recherche sociologique pour montrer que 70% seront des femmes.

S'il y a les politiques qu'on rabote de manière sexiste, il y a aussi des politiques qu'on ne développe pas. L'augmentation de places d'accueil pour les enfants, ce n'est pas une priorité. On se limite aux contraintes européennes qui y obligent. On demande aux femmes au chômage de prouver qu'elles cherchent du boulot, on leur demande d'accepter n'importe quel emploi, mais à côté on ne se soucie pas de savoir comment elles vont faire avec leurs enfants, comment elles vont se déplacer, ou s'organiser pour tout concilier. Il n'y a pas de réflexion sur les rôles qui aujourd'hui sont encore assumés par les femmes. Les politiques sont linéaires.

Pour moi, il y a vraiment une continuité, de la socialisation initiale et de la manière dont les femmes elles-mêmes se situent très tôt depuis l'enfance, jusqu'à la dimension politique des choses. Il y a une logique qui

est vraiment imprégnée par un système de domination.

### ■ Vie Féminine a développé une analyse qui repose sur une triple domination. En fait, trois dominations qui s'additionnent. Pouvez-vous expliquer ?

□ Elles peuvent s'additionner mais il faut aussi voir ce que chacune d'elle produit en propre. La première domination, c'est le **patriarcat** : un système qui tolère la domination des hommes sur les femmes. C'est sans doute un peu cru de parler de la sorte, mais c'est bien de cela dont il s'agit. Et les choix politiques montrent bien qui est privilégié dans le système... La seconde, c'est le **capitalisme**. La lutte contre les inégalités économiques a toujours fait partie de notre projet. Mais on l'a revisitée, en plaçant le focus sur femmes et pauvreté. Cela permet de voir ce que donne l'addition de ces deux dominations et les situations que cela provoque. En plus d'accumuler les éléments liés au fait qu'elles sont femmes - prise en charge des enfants, rôles familiaux, etc. - si elles subissent une situation économique déplorable (emplois précaires...), elles vont être d'autant plus mises à mal. Le troisième système sur lequel on travaille, c'est le **racisme**.

Les mécanismes sont communs aux trois systèmes : c'est toujours une catégorie de personnes qui domine une autre. Et quand on est femme, immigrée et pauvre, le cumul des situations est particulièrement accablant.

C'est fondamental pour nous d'appréhender cette triple réalité. Parce que les femmes ne se définissent pas seulement comme femmes ! Elles se définissent avec de multiples identités. Comme mères, comme ayant certaines convictions, comme travailleuses... Tenir compte de toutes ces identités est indispensable pour développer un féminisme qui soit inclusif. Cette approche a fait évoluer non seulement nos pratiques, mais aussi notre projet social et politique. Nous avons aussi revisité l'éducation permanente avec ce regard. On a mis au point une méthodologie qui permet de garder les fondamentaux de l'éducation permanente tout en y intégrant ceux du féminisme et des trois systèmes de domination.

Parmi nos objectifs, il y a la déconstruction des sté-



© 2013 Novella De Giorgi

➤ réotypes bien sûr. En s'attaquant aux discours et aux normes sexistes, racistes, capitalistes. Par le non-jugement, la solidarité entre les femmes. Nous voulons travailler à la non-division des femmes. Parce qu'on sait qui profite des divisions...

■ **Précisément, quelle est la place des préjugés dans ces systèmes de domination ?**

□ Il y a un discours qui est intrinsèquement lié aux systèmes de domination. A partir du moment où on prône la domination d'un sexe sur l'autre, par exemple, automatiquement il y a un discours qui va avec. C'est à la fois une conséquence et une réalité qui renforce le système.

Le discours propre au patriarcat est biologique, psychologisant, centré sur la différence des sexes, sur la nécessité sociale de la reproduction. Si on n'est pas mère, on n'a pas de statut. Cette idée passe implicitement avec des messages du type « *c'est quand que tu comptes avoir des enfants ?* ». Ce sont des formes d'injonction données aux femmes, en permanence. Le préjugé « *une femme sans enfant n'est pas une vraie femme* » est présent.

Le discours sur la complémentarité des sexes perpétue le schéma traditionnel de la famille. On voit bien que les autres modèles familiaux sont venus bousculer ce discours et ses évidences. Mais les allusions, les petites réactions, les messages implicites sont légion à l'encontre des autres modèles. Car dans ce modèle de la complémentarité, la femme est là avec ses enfants, s'en occupe et l'homme est là pour soutenir et travailler...

Tout le discours néolibéral sur le soutien de ceux qui travaillent, qui se lèvent tôt, sur les chômeurs, ... est en train d'être banalisé aujourd'hui. On va souvent le dire de manière indirecte, pas trop crue, mais on va véhiculer ces préjugés sur ces catégories dominées quand même...

■ **Et donc, dans la perception ou l'inconscient collectif, prendre des mesures qui vont toucher ces personnes-là, c'est peut-être un peu moins grave... ?**

□ C'est moins grave. Et à l'inverse, on ne va jamais prendre des mesures qui ciblent les dominants ! L'accord de gouvernement fédéral montre bien qu'on ne porte pas l'effort sur ceux qui possèdent. C'est une autre caractéristique des systèmes de domination : il y a des privilèges en jeu. Sur la question du racisme par exemple, ne pas être « racisé » octroie des privilèges : la manière dont on est regardé, accueilli dans une administration, entendu ou non quand on dit quelque chose, contrôlé ou non dans la rue, tout cela ce sont des privilèges ! Cela nous vient du colonialisme, de l'esclavage, c'est secouant de voir que ces phénomènes du passé continuent à imprégner des attitudes et des manières de voir les choses ! Un étranger ici est appelé immigré, un européen dans le Sud s'appellera un « expatrié » ! Les mots qu'on utilise contribuent à tout cela.

■ **La culture a un rôle de reproduction de tout cela. Mais elle est aussi un moyen de renverser les choses, non ?**

□ Tout à fait. L'éducation permanente est fondamentale dans le travail culturel à faire. Parce qu'elle permet la prise de conscience. Mais il y a un piège dans lequel il ne faut pas tomber. Essayer de limiter les dégâts en privilégiant le côté convivial, le vivre ensemble, c'est insuffisant. Même si c'est fondamental évidemment. Il faut aussi une lecture politique des choses, c'est-à-dire avoir un cadre qui éclaire les situations dans lesquelles sont les gens et de pouvoir les reconnaître dans ces dominations, pouvoir politiser les rapports entre les personnes. Sinon on lisse les problèmes. Ce n'est pas parce que tout le monde s'entend que l'on aura solutionné les rapports de domination !

**Propos recueillis par Jean-Michel Charlier**